

Rwanda : une décennie pour rien

Hervé Deguine

*Journaliste indépendant,
ancien responsable "Afrique"
à Reporters sans frontières
hdeguine@hotmail.com*

En 1990, après des années de contrôle étatique sur l'information, des intellectuels et des journalistes rwandais imposent la liberté de la presse au Rwanda. Sous la double pression de la rue et des ambassades, le pouvoir cède, laissant ainsi prospérer une presse incroyablement riche et créative. Mais, très vite, à la faveur d'événements inattendus, il se ressaisit, réprime la presse privée et crée des organes de propagande extrémistes dont le génocide de 1994 dévoile la puissance redoutable. Après la guerre, le FPR, qui s'est emparé du pouvoir, laisse d'abord planer le doute sur ses intentions. Puis, rapidement, une politique répressive très dure s'abat de nouveau sur les médias indépendants, provoquant cette fois-ci leur quasi-disparition. Aujourd'hui, sur fond de crise morale et économique, les journalistes rwandais s'interrogent sur leur avenir.

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne francophone, la presse privée a connu la même évolution au cours de ces 10 dernières années. Dans un premier temps, épaulés par des intellectuels et des leaders d'opinion, des journalistes issus de la presse écrite publique ont créé des journaux privés indépendants. Ils ont accompagné la naissance des partis d'opposition et ont construit leur notoriété et leur légitimité dans la lutte pour la démocratie, contre les régimes traditionnels hérités de la décolonisation. Puis, après les réformes politiques des années 1990-1991, les meilleurs de ces journaux ont poursuivi leur développement grâce à des capitaux émanant d'hommes

d'affaires d'origines diverses – et pas toujours désintéressés. Certains titres ont su conserver leur indépendance et ont donné naissance à des groupes de presse prospères. D'autres ont connu une évolution plus chaotique, amenant parfois l'équipe éditoriale fondatrice à démissionner et à créer un nouveau titre indépendant. Chemin faisant, des pôles de presse privée se sont constitués, parfois financièrement riches et puissants (comme Sud Communication au Sénégal), d'autres fois plus fragiles mais politiquement tout aussi influents (comme *Les Échos du Jour* au Bénin, *Le Messenger* au Cameroun, ou *Le Jour* en Côte d'Ivoire). Dans certains cas, des radios privées, voire des chaînes de télévision, sont venues compléter le paysage médiatique. Simultanément, une kyrielle de petits titres, généralement médiocres et maladroits, a continué d'exister tant bien que mal. Aujourd'hui, dans ces pays, l'essentiel du débat sur la presse porte sur sa pauvreté économique, les difficultés liées à la formation professionnelle, le rôle des instances d'autorégulation et, éventuellement, les atteintes à la liberté de la presse.

Mais la presse rwandaise, comme sa voisine la presse burundaise, ne connaît pas le luxe de ces débats. Elle vit dans la misère et la torpeur. Son horizon se limite à des gestes de survie désespérés. Au cours des années 1990, elle a connu une évolution tout à fait différente de celle des autres pays de l'Afrique noire francophone, et cela malgré des prémisses comparables. Elle se trouve aujourd'hui dans une situation de détresse et de vulnérabilité qui a peu d'équivalents sur le continent. Cette situation n'est pas le fruit de la fatalité. Elle n'est pas non plus irréversible. Mais toutes les tentatives qui seront entreprises pour y remédier seront vouées à l'échec si elles ne tiennent pas compte des circonstances qui ont conduit à la situation actuelle.

Une histoire à contre-courant

Que s'est-il donc passé ? À la fin des années 1980, rien n'empêche le Rwanda de s'engager à sa façon dans le même processus politique que les autres pays d'Afrique noire francophone. Il semble d'ailleurs en prendre le chemin. Bien sûr, le pays des Mille Collines a ses spécificités – quel pays n'en a pas ? Mais là comme ailleurs s'ouvre durant quelques mois une "fenêtre d'opportunité" pour une évolution démocratique où la presse privée a son rôle à jouer et sa place à prendre. Malheureusement, une fraction de la classe politique – activement soutenue d'ailleurs par une partie de la presse – mise sur une histoire qui va à contre-courant de l'évolution du continent et emporte avec elle tout espoir d'évolution pacifique dans cette région des Grands Lacs.

L'histoire de la presse privée rwandaise contemporaine commence en 1988, lorsqu'un jeune prêtre, André Sibomana¹, qui vient d'achever des études de journalisme en France, prend la direction du bimensuel catholique *Kinyamateka*. Créée en 1932, *Kinyamateka* est la plus ancienne et longtemps la seule publication privée du pays ; c'est un journal moralement et politiquement influent. Malgré l'opposition d'une partie de la hiérarchie ecclésiastique, notamment celle de l'archevêque du Rwanda, Vincent Nsengiyumva, Sibomana, homme d'Église certes, mais homme de courage et de conviction révolté par la misère dans laquelle le pouvoir plonge ses compatriotes, modifie progressivement la ligne éditoriale du titre et en fait un journal d'investigation. Preuves à l'appui, il dénonce la corruption et le népotisme du régime que dirige Juvénal Habyarimana. Ulcéré par tant d'insolence, le chef de l'État commet l'erreur de traîner la rédaction de *Kinyamateka* devant les tribunaux, offrant ainsi une tribune inespérée à son rédacteur en chef. Endormie par des années de propagande gouvernementale, l'opinion publique se réveille. Les débats sont passionnés ; le tirage de *Kinyamateka* augmente à chaque numéro. Devant la tournure très défavorable que prennent les événements, le Parquet décide de suspendre les poursuites. Mais le mal est fait : dans la foulée du procès de *Kinyamateka*, en toute illégalité, une dizaine de titres commencent à paraître et inventent une presse d'opinion indépendante sans précédent dans l'histoire culturelle du pays.

Ce phénomène n'est que la partie visible et le reflet le plus aigu d'un mouvement plus vaste et plus profond : la maturation d'une puissante opposition libérale critique vis-à-vis du pouvoir et vindicative. La suite est connue. En juin 1990, lors du sommet franco-africain de La Baule, le président français François Mitterrand exige en contrepartie de l'aide au développement des mesures allant dans le sens de la démocratie. Habille manipulateur, le 5 juillet 1990, à l'occasion du 17^e anniversaire de la prise du pouvoir, le président Habyarimana initie un prudent processus d'aggiornamento politique. Il a conscience que la pression de la rue, aiguïlée par la rude crise économique qui ravage le pays et provoque incidemment la famine, monte inexorablement. Une commission nationale de synthèse pour la réforme politique est constituée en septembre 1990. Le multipartisme est finalement reconnu officiellement par la nouvelle Constitution adoptée en juin 1991. Plus tard, en novembre 1991, le chef de l'État fait adopter une nouvelle loi sur la presse qui légalise après coup l'existence d'une centaine de titres.

Mais là s'arrête la comparaison. Contrairement à ce que l'on observe ailleurs en Afrique francophone, le processus de démocratisation du régime ne va pas plus loin. Le pouvoir est bloqué : il se disloquera dans le sang. Plusieurs facteurs expliquent ce "rate" historique aux conséquences

dramatiques. L'un tient à la guerre qui commence en octobre 1990.

Des Rwandais, pour la plupart des descendants de l'ancienne classe dirigeante d'ethnie tutsie chassée du pays en 1959-1962, lors de l'abolition de la monarchie et de la proclamation de l'indépendance, et depuis lors réfugiée en Ouganda, ont constitué en 1987 le Front Patriotique Rwandais (FPR). Le but officiel du FPR, qui se positionne en porte-parole des 600 000 Tutsis de la diaspora, est de permettre le retour de ces réfugiés au pays. Estimant qu'il ne peut obtenir satisfaction par la voie négociée, et fort du soutien militaire que lui apporte l'Ouganda où il installe ses bases armées, le FPR, que dirige Paul Kagame, radicalise tout à coup son action et décide d'attaquer le Rwanda le 1^{er} octobre 1990.

Cette rébellion tombe à point nommé. Elle constitue certes une menace militaire pour le pouvoir en place à Kigali. Sans le soutien de l'armée française, qui intervient à plusieurs reprises sur la base d'un accord de coopération militaire liant les deux pays depuis 1975, les Forces armées rwandaises (l'armée gouvernementale) ne parviendraient pas à contenir les incursions répétées des rebelles du FPR, qui occupent d'emblée l'est du pays. Mais cette rébellion est aussi une aubaine : le MRND, ancien parti unique toujours au pouvoir et bien décidé à le conserver, accuse l'opposition démocratique intérieure de faire le jeu du FPR en divisant la nation et justifie ainsi par avance la répression qu'il est bien décidé à lui faire subir.

La situation politique nouvelle créée par la guerre d'octobre a deux conséquences directes sur le développement des médias au Rwanda.

D'une part, les journaux d'opposition qui avaient commencé à émerger (*Ijambo, Imbaga, Isibo, Intego, Itumwa, Kanguka, L'Ere de Liberté, Le Flambeau, Le Messager, Le Partisan, Le Tribun du Peuple, Rafiki journal, Rwanda Rushya...*) subissent une répression impitoyable au nom de la défense nationale. Rien que pour l'année 1991, on compte plusieurs dizaines d'arrestations, dont plusieurs assorties de cas de torture. Les saisies et les suspensions de journaux se multiplient, au point que, dans un geste retentissant, 10 directeurs de publication adressent une lettre au chef de l'État indiquant qu'ils interrompent volontairement la parution de leur journal jusqu'à ce que les titres suspendus soient de nouveau autorisés. Les journalistes s'organisent et créent en juillet 1991 l'Association des journalistes du Rwanda, qui fédère la quasi-totalité des journalistes de la presse privée. Simultanément, des organisations rwandaises et internationales de défense des droits de l'Homme publient des rapports affligeants sur les atteintes à la liberté de la presse. Au moment où, ailleurs en Afrique, des journaux consolident leur liberté nouvellement acquise, la presse rwandaise s'épuise encore à lutter pour sa survie.

D'autre part, deuxième conséquence de la guerre d'octobre, le pouvoir crée lui-même ou laisse se développer des médias de propagande extrémistes soutenant sa cause. Dans un premier temps, ces journaux servent de porte-voix aux communiqués officiels, lesquels annoncent sans se lasser des victoires militaires imaginaires. Puis, petit à petit, plusieurs de ces titres évoluent vers l'invective, la calomnie, l'insulte et enfin la dénonciation pure et simple. Tel est le fonds de commerce de journaux comme *Intera*, *Interahamwe*, *Kangura*, *Karamampaka*, *La Médaille Nyiramacibiri*, *L'Écho des Mille Collines* et *Umurwanashyaka*. *Kangura* est la plus connue de ces publications. Hassan Ngeze, son rédacteur en chef, n'est pourtant pas représentatif du profil des journalistes qui y collaborent. Ancien cordonnier et conducteur d'autobus, cet autodidacte imprévisible détonne dans un milieu où même les plus extrémistes sont des diplômés issus de l'école de journalisme de Saint-Pétersbourg ou de l'Université Laval du Québec.

Ces journaux, que l'on a qualifiés a posteriori de « médias de la haine », distillent en toute impunité une idéologie raciste anti-Tutsi et des messages violents explicitement hostiles à toute opposition, allant jusqu'à diffuser des listes « d'ennemis de la nation ». Dans le contexte rwandais, pareilles listes valent condamnation à mort. De fait, on peut citer plusieurs cas de personnes vilipendées par ces journaux extrémistes et ensuite assassinées par les « escadrons de la mort » ou des tueurs non identifiés.

Le plus extrémiste et le plus tristement célèbre de ces médias est la radio privée RTL (Radio Télévision Libre des Mille collines), créée en 1993. L'histoire des médias de la haine reste à écrire² et nous ne souhaitons pas aborder ce sujet complexe dans le cadre de cet article. Toutefois, un exemple des émissions de RTL donnera au lecteur une idée de ce que ces médias sont devenus après l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril 1994, au moment où commence le génocide des Tutsis et le massacre des Hutus du Sud et des Hutus d'opposition. Le texte reproduit ci-dessous est une traduction libre d'une émission diffusée sur RTL le 9 juin 1994 en kinyarwanda. Le journaliste qui s'exprime, Habimana Kantano, est, avec Valérie Bémériki et Gaspard Gahigi, l'un des animateurs vedettes de la radio :

« Hier, je suis allé à Kivugiza [un quartier de Kigali, la capitale du Rwanda] où j'ai trouvé beaucoup d'inenzi [terme péjoratif qui désigne les partisans du FPR] qui se trouvaient dans la mosquée [durant le génocide, les églises et les mosquées ont servi de refuge aux Tutsis traqués par les miliciens] et à qui on avait enlevé les fusils [il est vraisemblable qu'il s'agissait tout simplement de civils réfugiés]. Les FAR [les Forces

armées rwandaises, armée gouvernementale], en collaboration avec les interahamwe [les miliciens extrémistes] et la population, ont réussi à chasser ces inyenzi de cette mosquée. Pendant la nuit, les inkotanyi [surnom des militaires du FPR] sont revenus dans la même mosquée. Curieusement, j'ai jeté un coup d'oeil à ces inkotanyi, je les ai trouvés comme ces vaches que j'ai un jour trouvées dans l'abattoir de Nyabugogo [l'abattoir central de Kigali]. Comme vous le savez, les vaches dans l'abattoir sont là, ignorant le sort leur étant réservé, battent les oreilles et avancent vers l'abatteur qui va les égorger. Les inkotanyi étaient dans cette mosquée étaient bien comme ces vaches dans l'abattoir. Les inkotanyi ont donc été s'asseoir dans cette mosquée, conscients qu'il y avait des gens armés de fusils, de couteaux, de tous les matériels nécessaires, de blindés... Qui les encerclaient. Ils se faisaient des illusions que le fait qu'ils se trouvaient dans la mosquée allait leur faciliter la prise de la ville de Kigali [inversant les rôles, l'animateur de RTL M suggère que ces fugitifs sans défense sont des envahisseurs armés]. C'est de la folie ça, c'est se suicider et c'est très malheureux. Ces inyenzi étaient comme des vaches qui attendent qu'on les abat. Je ne sais pas si ils ont été abattus aujourd'hui ou si on les a fait attendre demain. Cependant, que ce soit aujourd'hui ou demain, le sort est le même. Museveni [le président ougandais, qui a armé le FPR] les a trompés et ils sont en train de mourir. Il y a une personne qui a comparé leur mort à celle des fourmis, mais en réalité on ne saurait pas comment comparer l'extermination de cette famille minoritaire [expression qui désigne la minorité ethnique tutsi] parce que les fourmis sont au moins nombreuses. On dirait que c'est le destin de ces inkotanyi qui s'accomplit : mourir tous au cours de cette même année [on estime qu'entre 500 000 et 700 000 Tutsis ont été tués durant le génocide]. »

Cette émission, qui nous paraît particulièrement cynique, explicite et choquante, s'inscrit parfaitement dans la ligne éditoriale de RTL M. Elle illustre la banalisation de la propagande la plus extrémiste dans certains médias proches des cercles radicaux, sous couvert de la liberté d'expression³.

Aucune étude sérieuse n'a été menée jusqu'à présent sur la ligne éditoriale des médias pro-FPR, et notamment sur les émissions de Radio Muhabura, la radio de propagande de la rébellion. Toutefois, il est généralement admis que la plupart de ces médias n'ont pas pratiqué une propagande symétrique à celle de RTL M ou de publications comme *Kangura*.

Quoi qu'il en soit, on le voit, au milieu des années 1990, la presse rwandaise est totalement politisée, manipulée par des partis extrémis-

tes et pervertie par la propagande la plus agressive. Les journalistes ont adopté et signé individuellement un code de déontologie. Mais ce texte reste lettre morte. La presse privée rwandaise n'est pas une presse d'information, mais une presse militante. Elle ne s'intéresse pas à ce que souhaite le lecteur : elle est au service de desseins politiques et son public est un public partisan, militant, pour ne pas dire fanatique. La presse burundaise connaîtra une situation comparable un an plus tard, en 1995-1996⁴.

Une reconstruction impossible

4 juillet 1994 : le FPR entre à Kigali et met un terme au génocide. Deux semaines plus tard, il constitue un gouvernement d'Union nationale. Comment reconstruire la presse au Rwanda au lendemain du génocide ? C'est une mission impossible à maints égards. Tout d'abord, le pays est totalement dévasté. Sur une population de huit millions d'habitants, un million sont morts, et deux à trois millions sont réfugiés au Zaïre, en Tanzanie ou au Burundi ou déplacés dans le sud-est du pays. Quant à ceux – moins d'un Rwandais sur deux – qui sont restés chez eux, ils ne peuvent que contempler la ruine de leur pays : infrastructures détruites, récoltes saccagées, élite anéantie... Ensuite, la population des journalistes elle-même est décimée. Selon une enquête menée par Reporters sans frontières en novembre 1994, au moins 49 journalistes ont été tués entre avril et juillet 1994, soit un journaliste sur trois ! La plupart, des journalistes tutsis ou réputés pour leur opposition au pouvoir, ont été tués dans les premiers jours du génocide. Leurs noms figuraient sur des listes de personnalités à abattre. Les tueurs se sont rendus chez eux directement et ont tué, en même temps, épouses, enfants, parents et voisins.

À la ruine humaine s'ajoutent les destructions matérielles. Les locaux des journaux ont été bombardés et pillés, les ordinateurs ont disparu, les archives ont brûlé. Mais ce n'est pas tout. Après le traumatisme laissé par RTLM, les pouvoirs publics s'interrogent : peut-on laisser renaître les journaux dans les mêmes conditions que celles qui ont permis l'essor des médias de la haine ? Ne doit-on pas ériger des garde-fous ? D'autant que, dans les camps de réfugiés du nord Kivu (actuelle République démocratique du Congo), les anciens journalistes de *Kangura* et de RTLM se sont réorganisés. Ils ont fondé une association, l'Association des journalistes rwandais en exil, et publient un journal, *Amizero*, qui maintient la même ligne de propagande et prévoit une contre-offensive des ex-forces armées rwandaises sur Kigali.

En réalité, les pouvoirs publics sont dépassés par la situation. La

principale préoccupation du ministre de l'Information, Jean-Baptiste Nkuliyingoma, est de reconstruire les médias publics tout en s'assurant que le FPR, sur les intentions réelles duquel un sérieux doute commence à planer, n'en accapare pas tout le contrôle. Le 12 octobre 1994, le ministre lance un appel au secours : il lui faut « 300 journalistes formés » et « beaucoup d'argent » pour reconstituer le système d'information du pays. À défaut, Radio Rwanda, dont une partie du matériel a été détourné par RTLM et dont la majorité de la rédaction vit désormais dans les camps de réfugiés de Goma, est reconstruite en puisant dans les ressources de Radio Muhabura. Si les journaux gouvernementaux *La Relève* et *Imvaho* ne tardent pas à paraître, en revanche, le ministère ne peut rien faire pour la presse privée.

Les premiers journaux qui recommencent à circuler sont des journaux anglophones importés d'Ouganda, (une grande partie des Tutsis qui reviennent au Rwanda sont anglophones) ou des journaux francophones importés du Burundi. Il faut attendre l'intervention du fonds d'urgence de Reporters sans frontières fin 1994 pour voir renaître – très modestement – une douzaine de titres privés produits à Kigali. Reporters sans frontières participe également à la reconstruction des locaux de *Kinayamateka* et reconstitue le parc informatique du journal, qui recommence à paraître, péniblement. Dans la pratique, la plupart des journaux que l'on retrouve dans les kiosques sont des reprises d'anciens titres par les journalistes rescapés (dont *Imbaga*, *Isibo*, *L'Ere de Liberté*, *Le messenger*, *Rwanda Rushya*, *Le Partisan*, *Le Tribun du Peuple*, *Le Flambeau*...); très peu, comme *L'Arc en Ciel* ou *Rwanda Libération*, sont des créations nouvelles. Leur parution est totalement irrégulière. Ils ne disposent pas de locaux propres, ni de matériel professionnel. Souvent, les journalistes ne sont pas payés et n'ont aucune ressource pour financer leurs reportages.

Curieusement, aucun contrôle préalable à la reprise de l'activité de presse n'est imposé. Au contraire : le 28 novembre 1994, le gouvernement affiche publiquement sa politique d'ouverture. Tout se passe comme si le seul frein à la renaissance de la presse rwandaise était l'économie moribonde du pays et les terribles difficultés logistiques. Certains journalistes, qui avaient été proches du FPR avant 1994 et qui avaient vu dans ce mouvement un allié pour l'établissement de la démocratie au Rwanda, ont une lecture de la situation qui s'avèrera bien vite erronée : ils pensent que la presse va pouvoir de nouveau contribuer à l'édification d'une société démocratique et transparente. Imprudemment, plusieurs journalistes commencent à enquêter sur les conditions dans lesquelles le nouveau pouvoir s'installe, et en particulier sur des cas d'exactions et

de détournements de fonds. La mise au point ne tarde pas.

Lors d'un séminaire organisé à Kigali début janvier 1995 sur le thème : « Le rôle des médias dans la reconstruction nationale », le ministre de l'Information rappelle à l'ordre les journalistes. Le message est clair : « On ne tolérera pas de nouvelles dérives. »

Le 29 janvier 1995, Édouard Mutsinzi, directeur du *Messageur*, est victime d'un attentat en plein centre de Kigali. Laisse pour mort par ses agresseurs – qui ne seront jamais inquiétés –, il est évacué en Belgique et, quoique infirme à vie, survit à ses blessures. Cet attentat sonne comme un avertissement : tout au long de l'année 1995, des journaux sont saisis (*Le Messageur*, *Le Tribun du Peuple*), des journalistes, hutus pour la plupart, sont assassinés, disparaissent, sont emprisonnés pour crime de génocide, ou, pour les plus chanceux, sont contraints à se résoudre à l'exil⁵. L'accusation de crime de génocide, fondée dans certains cas, est souvent suspecte. De faux témoins sont facilement produits pour la circonstance et qu'importe si leurs dépositions sont contradictoires ! Nul n'est épargné. Les prétextes provoquant les disparitions sont parfois des plus futiles. Ainsi, Manasse Mugabo, journaliste à Radio Minuar (la radio des Nations unies installée à Kigali), disparaît soudainement après un reportage sur le massacre de Kibeho (où 3 à 7 000 réfugiés hutus sont massacrés par les soldats du FPR). Il avait trop lourdement insisté sur l'expression « selon le Premier ministre » en rapportant les propos officiels de ce dernier au sujet des victimes de Kibeho. Ces atteintes à la liberté de la presse ne sont pas toujours le fait des pouvoirs publics ; souvent, des groupes autonomes agissent dans leur propre intérêt. Parfois, ce sont des extrémistes hutus revenus dans le pays qui se rendent coupables des forfaits.

Les journalistes ne sont pas les seuls à subir la répression du nouveau régime : des exécutions sommaires massives sont relevées quotidiennement dans le pays, ainsi qu'en attestent les rapports des observateurs des droits de l'Homme des Nations unies déployés en 1995. Mais les attaques contres les journalistes ont un effet plus visible : la presse privée disparaît purement et simplement des kiosques. D'une trentaine de titres ayant reparu début 1995, presque aucun n'a survécu jusqu'à aujourd'hui et rares sont les créations qui ont pris le relais. Bien entendu, la situation économique du Rwanda explique pour partie cette hémorragie. Mais ce n'est pas la seule explication.

Un bilan accablant

On le voit donc : loin de pouvoir capitaliser sur l'expérience accumulée durant la première moitié des années 1990, la presse rwandaise

doit une fois encore se reconstruire à partir de rien, dans un univers d'oppression et de censure. Beaucoup de journalistes ont été tués ou sont en exil ou en prison. Beaucoup d'autres ont dévoyé les principes du journalisme et ont perverti la profession. Certains, comme Hassan Ngeze, rédacteur en chef de *Kangura*, ou Ferdinand Nahimana, l'un des fondateurs de RTL, sont d'ailleurs détenus à la prison du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha et sont actuellement jugés pour crime de génocide dans le cadre du « procès des médias », qui a commencé en octobre 2000. D'autres, comme Noël Hitimana ou Valérie Bémériki, respectivement journalistes à *Kangura* et RTL, sont détenus au Rwanda et attendent d'être jugés.

Aujourd'hui, la situation des médias rwandais est catastrophique. Le problème commence à la base : la formation. Le seul centre de formation de la région des Grands Lacs est l'école de journalisme de l'Université nationale du Rwanda à Butare. Cette école, qui compte une quarantaine d'étudiants recrutés il y a quatre ans et sur le point d'achever leur cursus, forme à la fois des journalistes et des chargés de communication. En dépit des efforts du directeur intérimaire, Antoine Musemulani, et d'intervenants extérieurs courageux et souvent bénévoles, le niveau est faible. Ainsi que le déplore Inès Mpambara, professeure assistante, l'école manque de cadres et de professeurs ; elle n'a pas de programme structuré, elle ne dispose pour ainsi dire d'aucun moyen pédagogique, pas même d'une bibliothèque spécialisée⁶. L'énergique assistante ne manque pas de projets (par exemple, celui de créer Radio Campus). Mais l'école de Butare est coupée du reste du monde. Les étudiants de la promotion actuelle, que nous avons eu l'occasion de rencontrer lors d'un cours professé à Butare en décembre 2000, ne manquent pas non plus d'enthousiasme ni de volonté. Mais ils n'ont actuellement aucune perspective professionnelle en dehors des médias publics et des services de communication des ministères publics.

Or, les médias publics sont à bout de ressources. Le ministère de l'Information a été purement et simplement supprimé. L'Office rwandais de l'information appuie ses activités sur un budget étroit. La télévision nationale n'émet que quelques heures par jour. La radio nationale est contrainte de faire payer les ministères avant de diffuser leurs informations. Le journal gouvernemental *La Relève* et sa traduction en kinyarwanda *Imvaho* vivent sur des acquis et sont incapables de préparer leur avenir. Quant à la ligne éditoriale de ces médias publics, elle n'a évidemment rien à voir avec un service public d'information. La plupart des Rwandais le reconnaissent : s'ils veulent vraiment savoir ce qui se passe dans leur pays, ils écoutent les radios internationales : RFI, BBC,

VOA, Deutsche Welle.

Quant à la presse privée, elle a tout simplement disparu des kiosques de Kigali. Après le remplacement de son directeur charismatique par un prêtre plus conventionnel, Dominique Karekezi, et une sérieuse purge dans les effectifs, *Kinyamateka* est redevenu un bulletin paroissial qui évite soigneusement tout sujet polémique. La presse francophone se réduit à quelques titres de peu d'intérêt. Le plus important, *Grands Lacs Hebdo*, est édité par l'Agence rwandaise d'information, une agence de presse privée dirigée par Privat Rutazibwa, qui s'est surtout rendue célèbre par des campagnes de dénonciation publique.

À l'inverse, la presse anglophone, inexistante avant 1994, se porte bien. Les deux titres les plus importants du marché, le bihebdomadaire *The New Times* et l'hebdomadaire *Rwanda Newslite*, sont d'une qualité formelle remarquable. La maquette est claire, les photos sont de bonne qualité, l'impression est soignée. S'ils ne circulent pas à l'intérieur du pays, du moins ces deux titres sont-ils très bien distribués dans la capitale, là où se trouve leur lectorat. Quant à la ligne éditoriale, elle se situe dans le sillage du pouvoir, mais avec toutefois une certaine autonomie et un vrai sens de l'investigation. John Mugabi, rédacteur en chef de *Rwanda Newslite*, et Shyaka Kanuma, journaliste, l'ont appris à leurs dépens. En mars 2000, l'un et l'autre ont été interpellés et détenus durant deux jours pour avoir publié des articles peu flatteurs pour le président Kagame ou trop curieux sur les circonstances de la mort d'un ancien conseiller du président Bizimungu.

Peut-on espérer voir la presse privée, singulièrement la presse privée francophone, renaître prochainement de ses cendres ? C'est peu vraisemblable. La condition préalable à la renaissance d'une telle presse est le rétablissement des libertés démocratiques et le respect des droits de la personne, ce qui est impossible dans le pays de non-droit et de violence qu'est devenu le Rwanda.

Ensuite, après la terrible saignée de 1994 et la purge permanente en vigueur depuis lors, il n'existe plus un vivier suffisant de journalistes francophones formés. Si nous n'avions pas peur pour leur sécurité et celle de leurs proches, nous pourrions dresser ici la longue liste des journalistes rwandais – Hutus et Tutsis – qui, découragés, épuisés, menacés, ont fui leur pays depuis 1994 ou qui, en ce moment même, préparent leur fuite. Il faut compter sur la nouvelle génération, qui envisage la question sous un autre angle. Mais, pour cela, il faudrait que les bailleurs de fonds s'intéressent plus intensément à l'école de journalisme de Butare et acceptent de lui apporter un soutien conséquent et durable.

Enfin, comme ailleurs en Afrique, il faut créer les conditions écono-

miques permettant la réapparition d'une telle presse. Des initiatives ont été prises dans ce sens, notamment dans le cadre du PIDC de l'Unesco, avec le soutien des ambassades européennes. Elles ont abouti à la création de la Maison de la presse de Kigali, qui est à la fois une infrastructure professionnelle et un lieu de convivialité très apprécié sur place. On peut aller plus loin en aidant le gouvernement à mettre en place un dispositif législatif favorable à la presse privée (exemptions fiscales, exonérations postales...), en réinstallant un réseau de distribution intérieur, en intégrant la presse rwandaise dans un réseau professionnel plus large au niveau de la région des Grands Lacs. Un effort pourrait aussi être tenté sur le terrain de la presse électronique, beaucoup moins coûteuse à réaliser et facile à distribuer.

L'histoire de la presse privée au Rwanda reflète l'histoire récente du pays : c'est une histoire dramatique, violente, impitoyable. La reconstruction de cette presse ne repose pas sur des solutions simples et la partie n'est pas gagnée d'avance tant les obstacles sont nombreux. Mais, justement, parce que le pays est en crise, le besoin d'information de la population est immense. Peu de Rwandais sont encore prêts à relever le défi ; ils sont d'autant plus courageux et méritent d'autant plus qu'on les soutienne ■

Notes

1. André Sibomana (1997), *Gardons espoir pour le Rwanda*, Paris, Desclée de Brouwer.
2. Pour le moment, l'ouvrage le plus complet sur ce sujet est l'étude réalisée pour Reporters sans frontières par Jean-Pierre Chrétien (1995), *Les médias du génocide*, Paris, Karthala, 398 pages.
3. Des responsables de RTL, convoqués par le ministre de l'Information Faustin Rucogoza peu avant le début du génocide et sommés de s'expliquer sur plusieurs émissions ayant ouvertement attisé la haine ethnique, défendront cette position.
4. Voir Reporters sans frontières (1995), *Burundi, le venin de la haine*, Paris, 98 pages.
5. Voir à ce propos Reporters sans frontières (1995), *Rwanda : l'impasse*, Paris, 110 pages.
6. Fin avril 2001, la coopération belge envisageait une intervention sur ce terrain.